



République Française

MAIRIE DE FABREGUES

Département de l'Hérault

Délibération du Conseil Municipal n° 2018/039

Séance du 16 octobre 2018

Date de convocation :	10 octobre 2018
Date d'affichage :	10 octobre 2018
Nombre de membres :	
- afférents au Conseil Municipal :	29
- en exercice :	29
- qui ont pris part à la délibération :	26

L'an **deux mille dix-huit** et le **seize octobre à 19 heures 10**, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Jacques MARTINIER, Maire de Fabrègues**.

Présents : M. Jacques MARTINIER – M. Jean-Marc ALAUZET – M. Christian SOUVEYRAS
Mme Mylène FOURCADE – M. Claude JUEN – Mme Myriam PENA – M. Dominique CRAYSSAC
M. Pierre VAN CRAENENBROECK – M. Alain FAUCHARD – Mme Thérèse VIDAL – M. Philippe LIGNY
M. Jean-François CALONNE – Mme Elisa VEIGA – M. Serge JACOB – Mme Sandra BEGUET
M. Sébastien FARRAUTO – Mme Solange MARTIN BONNIER – M. Dominique WACHTER
Mme Marielle FENECH-MONFORT – Mme Aurélie MATEO.

Représentés : Mme Christine PALA – Mme Edith TRUC – M. Jean-Olivier JOB
Mme Zohra PIETRANTONI – Mme Marie-Carmen GOMEZ – M. Jean-Pierre LAPORTE.

Absents : Mme Amandine BATTAGLIA – M. Laurent PITHON – Mme Colette ORTEGA.

Objet : URBANISME : Contrat de mixité sociale.

Madame le Maire Adjoint en charge de l'Urbanisme rappelle que la Commune a été placée en carence par arrêté préfectoral du 17 novembre 2017.

Au 1^{er} janvier 2017, la Commune comptabilisait 146 LLS, soit un taux d'équipement de 4,96 %. Le nombre de logements sociaux manquants pour atteindre le taux réglementaire de 25 % s'évaluait à cette date à 589.

Compte tenu du déficit et des contraintes du territoire, la Commune a accepté d'élaborer un contrat de mixité sociale avec l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole permettant de mieux apprécier la réalité des difficultés rencontrées, de mesurer l'importance de la politique de rattrapage conduite par la municipalité et la pertinence des actions engagées, pour atteindre les objectifs de rattrapage et de mixité sociale attendus.

Le principe de contrat de mixité sociale a été introduit par la loi Engagement National pour le logement du 13 juillet 2006. L'instruction du gouvernement du 30 juin 2015 relative au renforcement de l'application des obligations pour les communes soumises à l'article L 302-5 du Code de la Construction et de l'Habitation en rappelle l'intérêt.

Il constitue le cadre d'expression d'un partenariat entre la Commune, l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole, délégataire des aides à la pierre.

Il a pour objectif d'exposer, sur les deux périodes triennales 2017-2019 et 2020-2022, la stratégie et les moyens que la municipalité entend mettre en œuvre pour atteindre à l'horizon 2025, le taux d'équipement en logements sociaux exigé par la loi.

Il précise la liste des outils et des actions à déployer sur les différents volets mobilisés (foncier, urbanisme réglementaire, urbanisme opérationnel, programmation de logements...), identifie l'ensemble des opérations de développement de logements locatifs sociaux, et s'assure du caractère opérationnel des projets et de l'association des acteurs.

Les conditions de mise en application de ce contrat constitueront un élément d'appréciation majeur de la situation de la Commune lors du bilan des périodes triennales concernées.

Le présent contrat a fait l'objet d'un avis favorable de la Commission Urbanisme du 27 septembre 2018.

Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Madame le Maire Adjoint et après en avoir délibéré à l'unanimité des exprimés (abstention : M. LAPORTE, Mme FENECH-MONFORT et Mme MATEO) :

Article 1^{er} :

Autorise Monsieur le Maire à signer le contrat de mixité sociale annexé à la présente délibération avec Monsieur le Préfet, représentant de l'Etat, et Montpellier Méditerranée Métropole.

Plus n'est délibéré.

Fait les jour, mois et an que dessus indiqués.

Ont signé au registre tous les membres présents à la séance.

 **Le Maire,**

Jacques MARTINIER.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.